

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Avril 2023

**La Suisse produit
bien trop peu
d'électricité**

Page 3



**Neutralité : Non
à la livraison de
matériel de guerre**

Page 7



**Réforme de l'OCDE:
Pour que l'argent
reste en Suisse**

Page 13



Feuille de
signatures annexée:
**SIGNEZ L'INITIATIVE
« STOP AU BLACKOUT »**

**Selon l'EPFL, voici le coût réel de la loi sur le
gaspillage de l'électricité :**

**+ 6'600 francs
par personne et par an !**



NON à la loi sur le gaspillage de l'électricité le 18 juin !

Couler la loi sur le gaspillage de l'électricité et prendre de l'élan pour les élections

Le 18 juin, il faut un NON clair à la loi sur le gaspillage de l'électricité, sinon nous risquons une crise énergétique encore plus grave. Si nous menons une campagne de votation convaincante, cela nous aidera également lors des élections fédérales de cet automne.

L'enjeu de la votation populaire sur la loi sur le gaspillage de l'électricité est de taille : nous parlons de l'avenir de la Suisse, de son économie et de notre prospérité. La prescription de réduire les émissions de CO₂ à « zéro net » d'ici 2050 est totalement irréaliste. L'électricité est déjà une denrée rare et la nouvelle loi ne fera qu'aggraver massivement la pénurie. Le chauffage et la conduite automobile ne seront plus possibles qu'à l'électricité. Les besoins en électricité continueront donc d'augmenter, tout comme l'immigration incontrôlée. La loi entraînera des pénuries d'électricité et des black-out aux conséquences catastrophiques.

9'600 francs par personne !

Les propriétaires de logements seront contraints de mettre les chauffages au mazout ou au gaz fonctionnels hors-service. Les propriétaires seront également être contraints à des rénovations coûteuses. Au total, loi sur le gaspillage de l'électricité coûtera au minimum 387 milliards de francs à la population suisse !

Les coûts énergétiques annuels par habitant seraient multipliés en cas de oui, passant de 3'000 francs aujourd'hui à 9'600 francs (se-

lon une étude de l'EPFZ). Les ménages seraient doublement pénalisés : Outre l'augmen-



tation des coûts de l'électricité et de l'énergie, les loyers augmenteront et la consommation deviendra plus chère. Le 18 juin, votez donc NON à l'explosion des factures d'électricité !

Empêcher tout nouveau virage à gauche

L'impôt minimum de l'OCDE sera également soumis au vote le 18 juin. Je vous recommande de voter oui pour que le fruit des

impôts reste en Suisse et ne soit pas accaparé par l'étranger. Enfin, le 18 juin, il sera également question de la prolongation de la loi Covid ; une prolongation inutile puisque la pandémie est terminée. En cas de prolongation, le Conseil fédéral pourrait à tout moment réintroduire des mesures discriminatoires comme le certificat.

Pour l'UDC, la loi sur le gaspillage de l'électricité est le plus gros des enjeux. Nous avons lancé avec succès un référendum contre cette loi, grâce notamment à votre soutien. Nous devons désormais tout mettre en œuvre pour couler cette loi nocive et coûteuse dans les urnes. L'élan de la votation populaire nous aidera également lors des élections fédérales de cet automne. Il faut absolument éviter tout nouveau virage

à gauche, pour le bien de la Suisse et de ses citoyens.

Marco Chiesa

Conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse

La Suisse produit bien trop peu d'électricité

La pénurie d'électricité ne cesse de s'aggraver alors que l'économie et la population ne cessent de croître. En outre, de plus en plus de chauffages sont remplacés par des pompes à chaleur et les voitures électriques sont massivement favorisées. La Suisse a donc besoin d'une production d'électricité fiable.



par Vanessa Meury
présidente du
Club Energie Suisse
Granges (SO)

Chaque hiver, la Suisse importe beaucoup d'électricité qui provient de centrales à charbon allemandes et de centrales nucléaires françaises. Pourtant, nos voisins manquent eux-mêmes d'électricité. Depuis la pandémie de Covid-19, nous savons qu'il ne faut pas espérer pouvoir compter sur nos voisins dans les situations d'urgence.

puis 2015 : une pénurie d'électricité a été identifiée comme étant le plus grand risque pour la Suisse. Sans électricité, la société et l'économie ne fonctionnent plus. Les dommages dépasseraient plusieurs centaines de milliards de francs.

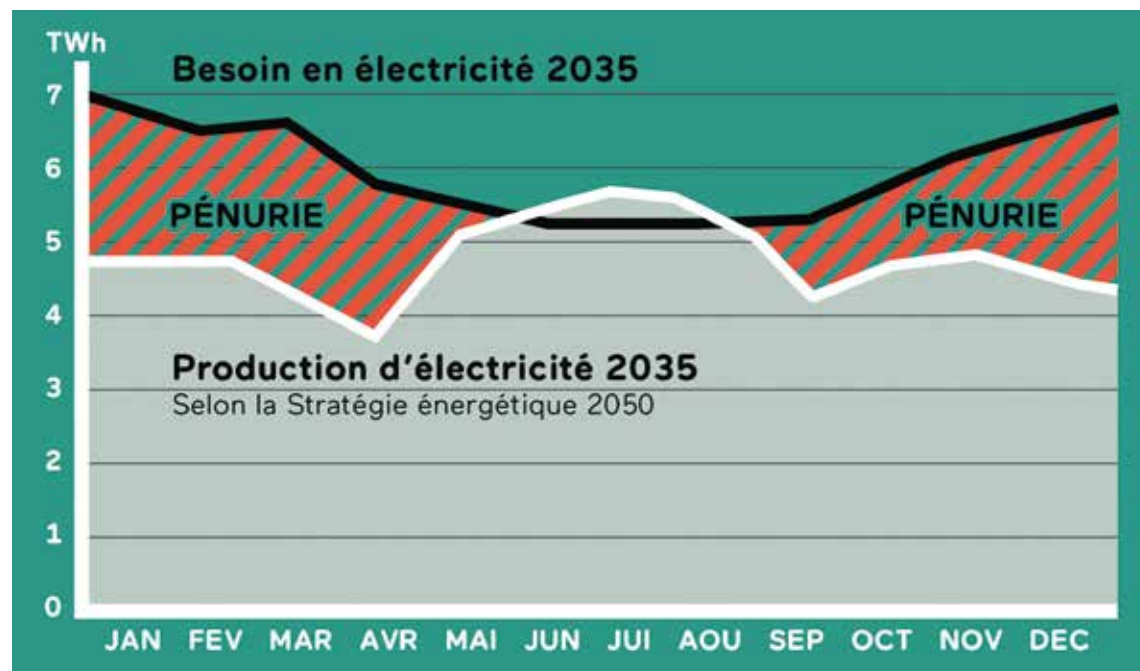
La politique semble agir sans réfléchir. Elle veut arrêter les centrales nucléaires qui fonctionnent et, dans le même temps, elle multiplie les interdictions diverses et variées qui font augmenter la consommation d'électricité. Des subventions onéreuses encouragent des modes de production d'électricité qui sont incapables de garantir l'approvisionnement en hiver. Par voie de conséquence, l'électricité se fait de plus en plus rare et de plus en plus chère.

loin de pouvoir combler le déficit hivernal. En janvier 2019, les cellules photovoltaïques recouvertes de neige n'ont pas produit un seul kilowattheure pendant environ une semaine. Même chose en décembre 2022. On a beau ajouter de nouvelles installations : cinq fois zéro font toujours zéro !

Nous avons besoin de responsabilités claires et d'une politique ouverte aux nouvelles technologies

À l'avenir, la Suisse aura besoin d'environ deux fois plus d'électricité qu'aujourd'hui, notamment en cas d'acceptation de la loi sur le gaspillage de l'électricité. Notre pays a donc besoin de centrales électriques qui fournissent de l'électricité en tout temps et par tous les temps, donc même en hiver quand il neige et fait nuit. Les centrales à gaz seraient une solution, mais elles entraînent une grande dépendance vis-à-vis de l'étranger. De surcroît les centrales à gaz produisent beaucoup de CO₂. Cela n'a aucun sens d'interdire les chauffages au gaz dans les maisons pour produire de l'électricité avec des centrales à gaz. La centrale au gaz de Birr, est la preuve que la stratégie énergétique a échoué.

La conclusion s'impose d'elle-même : il faut enfin des responsabilités claires pour assurer l'approvisionnement en électricité de notre pays. Pour garantir l'approvisionnement en tout temps, il ne faut interdire



Aujourd'hui déjà, la Suisse produit beaucoup trop peu d'électricité. À l'avenir, le déficit hivernal sera encore bien plus important que maintenant. La Suisse doit donc impérativement investir dans ses propres centrales électriques.

Sans électricité, la société et l'économie ne fonctionnent plus

L'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) le dit très clairement de-

La Suisse a besoin d'une production d'électricité autonome et fiable en tout temps pour combler la pénurie d'électricité qui ne cesse de s'aggraver. Or, le photovoltaïque est

le développement d'aucune technologie. C'est précisément ce que veut l'initiative populaire « De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout) ».

Aggraver la crise énergétique ? NON à la loi sur le gaspillage de l'électricité !

Bien que nous manquions déjà aujourd'hui d'électricité et que le prix de cette dernière augmente fortement, la loi fédérale sur les objectifs en matière de protection du climat veut interdire le mazout, le gaz, le diesel et l'essence comme sources d'énergie. La conduite automobile ne sera dès lors possible qu'à l'électricité, impliquant une augmentation massive des besoins en électricité et des coûts ! Le paysage sera massivement recouvert de panneaux solaires et d'éoliennes. Malgré cela, l'approvisionnement électrique sera loin d'être suffisant en période hivernale.



par Jean-Pierre Grin
Conseiller national
Pomy (VD)

Au départ, il y a l'initiative pour les glaciers, et un premier projet de loi truffé de taxes grevant lourdement le consommateur. Puis il y a un contre-projet au ton plutôt sympathique puisque le Conseil fédéral a quasiment biffé les taxes au profit d'aides financières substantielles pour le consommateur.

Mais, ce qui nous est proposé avec cette loi exige de fait l'abandon des énergies fossiles et donne de grands pouvoirs à la Confédération pour diriger notre politique énergétique. En d'autres termes, cette nouvelle loi sur le climat est une menace pour notre économie, pour la prospérité de notre pays, mais surtout pour la sécurité de notre approvisionnement.

L'objectif du Conseil fédéral est d'atteindre le « zéro net en 2050 » :

il décidera donc seul des mesures à prendre.

347 milliards de francs à trouver !

Et pour entrer dans cette société « tout à l'électricité », la Confédération est prête à ouvrir les cordons de sa bourse – ou plutôt celle des contribuables. Les aides à la transformation vont coûter quelque 347 milliards de francs. Rénovation et isolation de bâti-

manque en Suisse. Voilà pourquoi nous soutenons des projets pour produire de l'électricité, comme ceux du Grimsel (le barrage de remplacement de Spitalamm), de Gondo (projet de centrale photovoltaïque d'altitude).

En 2019, la centrale nucléaire de Mühleberg a été fermée de manière précipitée sans s'assurer la garantie d'une production alternative.



La loi sur le gaspillage de l'électricité menace notre approvisionnement en énergie et gaspillera de précieuses réserves, comme celle offerte par les barrages de montagnes.

ments, suppression des chauffages électriques, pose de pompes à chaleur ou de panneaux photovoltaïques, etc...

N'en jetez plus... il y a surcharge sur la ligne ! C'est vraiment l'heure du référendum. Car cette loi, que nous combattons, met la charrue devant les bœufs : à l'heure actuelle, l'électricité

Tout vers l'électrique, alors que le marché des pompes à chaleur est à sec, alors que les ouvriers spécialisés pour la pose de panneaux solaires n'ont même pas commencé leur apprentissage, alors que pareils panneaux connaissent des délais de livraison de plusieurs mois, alors que toutes les questions de stockage de l'électricité n'ont pas encore été résolues.

Tout vers l'électrique. NON ! Notre référendum stoppe cet aveuglement dogmatique. Notre référendum garantit à notre pays la sécurité de son approvisionnement. Notre référendum donne la priorité à la production d'électricité tout en maintenant l'alternative avec d'autres énergies.

Electricité : le 18 juin, il faudra couper l'interrupteur !

Pour la votation fédérale du 18 juin prochain, pas question de se tromper de bouton : il faudra tout simplement couper l'interrupteur et dire « non » à la loi fédérale sur le climat, une loi qui, en réalité, est une loi anti-sociale et anti-économique.



par Pierre-André Page
Conseiller national
Châttonnaye (FR)

Grâce au référendum lancé – et gagné – par l'UDC, chaque citoyenne et chaque citoyen va pouvoir se prononcer, le 18 juin prochain, sur la loi sur le climat. Mais derrière ce titre de loi bien trompeur, se cache en réalité une manœuvre du centre et de la gauche. En un mot comme en cent, aujourd'hui notre pays manque déjà d'électricité – et les perspectives guère réjouissantes font même craindre quelques pénuries à l'horizon des prochaines saisons. Et notre pays devrait, demain, passer carrément au « tout à l'électrique » ! Aux rêveurs roses-verts et autres fossoyeurs des énergies fossiles de nous expliquer comment faire...

Sous le couvert trompeur de protéger le climat et l'environnement, cette loi entend en réalité interdire l'utilisation du mazout, du gaz, du diesel et de l'essence.

Les tracteurs et autres machines agricoles de nos paysans devront fonctionner à l'électricité ! Vous en connaissez beaucoup, vous, de tracteurs équipés de lourdes batteries capables de semer les grandes surfaces de plaine ou de faucher les pentes herbeuses de nos Préalpes ?

Le chauffage de nos habitations ne sera plus possible qu'avec l'électricité. Nos propriétaires sont-ils prêts à remplacer la citerne de la cave par quelques panneaux solaires sur le toit ? Alors que l'on sait que ces équipements sont en rupture de stock et que le personnel spécialisé fait largement dé-

faut... Sans oublier le nerf de la guerre : qui va financer cette transition ?

Les voitures devront être électriques (l'Union Européenne a d'ores et déjà décrété que, dès 2035, plus aucune nouvelle voiture à moteur à essence ou diesel ne sera fabriquée...). Adieu les pompes de nos stations et bonjour les bornes électriques de re-

Cette loi sur le climat pénalise notre population, consommateurs et propriétaires. Elle augmente les coûts de l'énergie : le citoyen verra sa facture énergétique tripler de quelque 3'000 francs/an à 9'600 francs/an. Cette loi sur le climat menace la sécurité de notre auto-alimentation en énergie. Il ne faut pas se tromper : pensons d'abord aujourd'hui à développer



La loi sur le climat (loi sur le gaspillage de l'électricité) est une loi antisociale et anti économique. Il est crucial pour notre pays de voter massivement NON le 18 juin afin d'éviter des pénuries aux conséquences catastrophiques et l'interdiction, de fait, de 60% des sources de consommation énergétique.

charge... Combien faudra-t-il en installer et où faudra-t-il les installer ?

Le « tout à l'électrique » est un sympathique conte de fées. Mais les spécialistes le disent déjà : si l'on veut sortir du nucléaire et passer à l'électricité avec le chauffage et les transports, la Suisse manquera, à l'horizon 2050, d'environ 30 à 50 TWh d'électricité – autrement dit environ le 80% de notre consommation actuelle !

les énergies renouvelables, à moderniser nos capacités hydroélectriques, à ne pas oublier le nucléaire. Faisons les choses logiquement, pragmatiquement et non de manière doctrinaire !

Le 18 juin prochain, il faudra donc aller aux urnes pour couper l'interrupteur de cette loi et ainsi garantir la sécurité de notre auto-alimentation énergétique !

Loi sur le gaspillage de l'électricité, qui va payer l'addition ?

Loi fédérale du 30 septembre 2022 sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique : l'agriculture, le secteur alimentaire et les consommateurs, seront lourdement sanctionnés par cette loi sur le gaspillage de l'électricité.



par Jacques Nicolet
Conseiller national
Lignerolle (VD)

Le 18 juin prochain, le peuple Suisse va se prononcer sur ce texte qui exige que les émissions de gaz à effet de serre soient ramenées à zéro d'ici 2050. Inévitablement cette loi conduira à l'interdiction de l'utilisation des carburants et combustibles fossiles, tels que le diesel et l'essence, l'huile et le mazout de chauffage ainsi que les chauffages à gaz. Cette loi manque sa cible et sa mise en œuvre va aggraver la crise énergétique. Elle coûtera plusieurs centaines de milliards de francs aux citoyens de notre pays, selon une étude le coût de l'énergie passant de 3'000.- à ce jour à 9'600.- par habitant et par année.

Persuadée qu'il est prioritaire de renforcer notre production énergétique, l'UDC a décidé de lancer un référendum contre cette loi trompeuse sur le gaspillage électrique, qui ne propose que des interdictions. Pour rappel, notre pays dépend à 70% de l'étranger pour son approvisionnement global en énergie alors qu'au niveau de l'électricité nous produisons environ 60'000 gigawattheures par année, 61 % étant d'origine hydraulique, 29 % du nucléaire, 4 % de centrales thermiques et 6 % de diverses sources d'énergies renouvelables comme le photovoltaïque, l'éolien ou les biogaz.

La production de denrées alimentaires suisses est en danger

L'obligation pour les entreprises de réduire de 90% les émissions CO2 engendrera d'énormes conséquences éco-

nomiques et conduira à la délocalisation d'activités, entraînant des pertes d'emplois.

De nombreuses entreprises actives dans l'agriculture, dans le secteur de la production et de la transformation alimentaire, utilisent des carburants fossiles quotidiennement pour mener à bien leurs activités (tracteurs, halles de production, fromageries, production maraîchère, installations frigorifiques de conditionnement et de stockage de denrées ali-

C'est donc l'ensemble des acteurs de la fourche à la fourchette et les consommateurs qui seront condamnés à payer l'addition de cette loi irréaliste.

Encourageons la réalisation d'installations de production électrique assurant l'approvisionnement du pays en énergies renouvelables, plutôt que d'interdire et de taxer toutes formes d'activités.

Le Professeur honoraire de l'EPFL Teddy Püttgen, spécialisé dans les ques-



La loi sur le gaspillage de l'électricité entraînera une délocalisation de la production alimentaire ce qui aura pour conséquence d'affaiblir ce marché en Suisse mais aussi d'augmenter l'importation de produits venant de l'étranger, parfois de loin et avec des normes de production différentes.

mentaires, etc.), tous sont énormément tributaires des énergies fossiles et disposent pour l'heure de peu d'alternatives.

L'application de cette loi va renforcer la délocalisation de notre production alimentaire et affaiblira encore plus le secteur qui nourrit la population de ce pays.

tions énergétiques, évoque clairement que la Suisse a commis une erreur de sortir du nucléaire sans plan de rechange et il appelle les autorités à faire preuve de courage afin que la Suisse reste autonome en électricité.

Inspirons-nous de cette sagesse et refusons cette loi couteuse le 18 juin prochain.

La neutralité, pour notre sécurité

Le débat fait rage au sujet de la réexportation en Ukraine de matériel de guerre exporté par la Suisse. Le Conseil national a hélas accepté qu'à la demande d'un Etat étranger, la déclaration de non-réexportation puisse être abrogée. On parle de mettre hors service de 25 chars Léopard pour les revendre à leur constructeur allemand. La Cheffe du DDPS veut intensifier la collaboration de la Suisse avec l'OTAN. Au centre du débat : la neutralité – ou ce qu'il en reste !



par Jean-Luc Addor
Conseiller national
Savièse (VS)

Inscrite dans notre Constitution, elle représente un élément déterminant du positionnement de la Suisse sur la scène internationale. Il ne suffit pas d'en parler. On ne peut pas la tripatouiller comme un concept à géométrie variable, au gré des circonstances et des pressions étrangères ou encore de l'émotion suscitée par une guerre qu'on croyait impensable en Europe.

Indépendamment de considérations d'ordre constitutionnel, il est simplement dans l'intérêt de notre pays de nous tenir à l'écart d'une guerre qui n'est pas la nôtre. Car cette guerre, on le voit bien, par l'Ukraine et l'OTAN interposées, met aux prises la Russie et les USA dans une confrontation très dangereuse, qui laissera au minimum un pays en ruine et une Europe plus affaiblie encore qu'elle ne l'est déjà.

Halte à la fuite en avant

On entend aujourd'hui bien des discours bellicistes. On parle de « guerre juste », concept gros de risques d'escalade. On parle aussi de « gagner la guerre ». Mais qu'est-ce que cela signifie ? Reprendre les territoires perdus par l'Ukraine depuis un an ? Reconquérir la Crimée ? Ou encore même marcher sur Moscou, comme des chefs ukrainiens semblent en avoir le fantasme ?

L'abandon de la clause de non-réexportation, même revêtu des oripeaux de l'ONU, c'est une manière hypocrite, qui ne dit pas son nom, de précipiter la Suisse dans cette guerre. Par-là, nous ne pourrions qu'attiser cette guerre et à coup sûr la prolonger au lieu de jouer la carte la plus utile que la Suisse puisse jouer dans le monde : reprendre la main dans les bons offices (à moins que nous ne préférions laisser ce rôle à un pays comme... la Turquie).

Dans ce concert belliciste, l'UDC parle en effet, justement, de ce rôle historique de la Suisse. Au lieu d'armes, nous parlons d'envoyer des diplomates, de travailler à la paix plutôt que de jeter de l'huile sur le feu de cette terrible guerre.

L'UDC, hélas presque seule, refuse de céder aux pressions étrangères (OTAN, Allemagne). Nous refusons le chantage.

Penser et agir en tant que Suisse

Nous aussi, nous sommes inquiets de l'avenir de notre industrie de la défense. Nous savons que pour survivre et livrer notre armée à des conditions correctes, celle-ci doit pouvoir exporter dans des conditions réalistes. Mais pas au prix de

notre neutralité. Ni d'une adhésion rampante à l'OTAN, qui ne nous apporterait aucun surcroît de sécurité mais tout au plus une forme de sujétion.

Plutôt que d'agir sous le coup de l'émotion et de céder hâtivement aux pressions étrangères, plutôt que de risquer d'être entraînés dans une guerre qui n'est pas la nôtre, notre intérêt à long terme, c'est de reconstituer une industrie de la



Malgré les fortes pressions internationales qui sont exercées contre la Suisse ainsi que les pressions exercées en Suisse par plusieurs partis politiques, notre pays doit rester loyal à sa neutralité et à son engagement diplomatique et politique pour la paix dans le monde.

défense aussi complète et surtout autonome que possible ; c'est de faire remonter en puissance notre Armée, à commencer par nos Forces terrestres ; c'est d'offrir nos bons offices ; bref, c'est d'en revenir à une neutralité permanente et armée. Pour notre sécurité.

8 Fake News des partisans co

Dans la campagne de votation concernant la loi sur le gaspillage de l'électricité, les partisans lancent de fausses affirmations. Nous rectifions le tir !

- 1. FAKE NEWS:** « La nouvelle loi renforcera l'industrie locale, par exemple via des subventions pour le remplacement des chauffages au mazout. La valeur ajoutée restera dans le pays, au lieu que des milliards soient versés pour le pétrole et le gaz dans des Etats voyous. »

LES FAITS : *L'industrie locale n'a pas besoin d'être renforcée par l'État, elle tourne déjà à plein régime. Ainsi, les pompes à chaleur connaissent de longs délais d'attente ; il en va de même pour les installations solaires. Avec la politique climatique de gauche rose-verte, nous devenons encore plus dépendants d'Etats problématiques, puisque la Chine notamment contrôle la majeure partie de la production d'installations solaires et de terres rares (nécessaires entre autres pour la mobilité électrique).*

- 2. FAKE NEWS:** « Il est important d'inscrire dans la loi le renoncement aux combustibles fossiles tels que l'essence et le mazout à partir de 2050, afin que l'objectif général soit clair et que l'économie puisse s'y préparer. »

LES FAITS : *Une économie libérale est capable de s'adapter rapidement à de nouvelles situations et de fournir des produits demandés, même sans directives de l'Etat. Avec la loi sur le gaspillage de l'électricité, on poursuit plutôt une tactique du salami : On commence par obtenir l'accord de la population sur le "bel" objectif net zéro, sans préciser à quelles conditions et à quel coût il doit être atteint. Ensuite, des mesures de plus en plus sévères sont progressivement mises en œuvre, en se référant à chaque fois au oui du peuple à l'abandon des combustibles fossiles.*

- 3. FAKE NEWS:** « C'est la faute de la droite si nous sommes confrontés à une crise de l'électricité, car ces dernières années, elle a empêché un développement accéléré des énergies renouvelables. »

LES FAITS : *La principale cause de la crise actuelle de l'électricité provient du fait qu'aucune nouvelle centrale nucléaire n'a pu être construite au cours des dernières décennies en raison de l'opposition de la gauche rose-verte. La Suisse s'est donc rendue trop dépendante des importations d'électricité. A cela s'ajoute le fait que les écologistes, pour la plupart de gauche, bloquent la construction (ou l'extension) de centrales, pourtant urgente, en multipliant les recours.*

- 4. FAKE NEWS:** « En construisant des installations solaires (en particulier dans les Alpes) et des éoliennes, nous pouvons résoudre les problèmes d'approvisionnement et faire en sorte que la Suisse ait suffisamment d'électricité même après la fin du nucléaire. »

LES FAITS : *Pour produire suffisamment d'électricité solaire en termes purement quantitatifs afin de remplacer les centrales nucléaires et de permettre l'abandon de l'essence, du diesel, du mazout et du gaz, il faudrait couvrir des centaines de kilomètres carrés avec des panneaux photovoltaïques. La Suisse n'est pas non plus un pays venteux, il faudrait donc environ 5000 éoliennes géantes pour produire une quantité conséquente d'électricité. Les installations solaires et éoliennes ne sont en outre pas en mesure de garantir un approvisionnement en électricité fiable.*



comparées à la réalité !

5. **FAKE NEWS:** « Une utilisation efficace permettrait de réduire la consommation d'électricité de 40%. C'est plus d'électricité que toutes les centrales nucléaires réunies. »

LES FAITS : Ce potentiel d'économie n'existe qu'en théorie, car il n'est jamais possible de faire en sorte que tous les appareils électriques soient à la pointe de la technologie. Différents spécialistes (comme le Centre de compétence suisse pour la recherche énergétique dans le domaine de la mise à disposition d'électricité) estiment toutefois que la consommation d'électricité en Suisse augmentera d'au moins 30 à 50 % d'ici 2050 en raison de l'électrification et de la décarbonisation.

6. **FAKE NEWS:** « Il existe suffisamment de possibilités de stockage pour conserver l'énergie excédentaire et combler ainsi la pénurie d'électricité en hiver. Cela peut se faire avec des batteries de voiture, avec l'augmentation des barrages, avec la production d'hydrogène ou de méthanol. »

LES FAITS : Aucune des possibilités mentionnées ne permet de résoudre, même partiellement, le problème de l'électricité en hiver. Les batteries (y compris les batteries de voiture) ne peuvent pas apporter une contribution notable en termes de quantité. Les lacs de stockage sont déjà vides à la fin de l'hiver. Le réhaussement des barrages est certes utile, mais ne suffira jamais. Si c'était le cas, il faudrait inonder à nouveau une douzaine de vallées alpines. La production d'hydrogène et de méthanol est liée à d'énormes pertes (en raison de la double conversion de l'énergie) et à des coûts énormes.

7. **FAKE NEWS:** « La construction de centrales nucléaires prend trop de temps et arrive trop tard pour les problèmes d'électricité actuels. »

LES FAITS : La véritable grande pénurie d'électricité risque de se produire dans 20 à 30 ans, lorsque les centrales nucléaires de Gösgen et Leibstadt devront être déconnectées du réseau. Si nous ne voulons pas commettre les mêmes erreurs que dans les années 1990 et 2000, le remplacement de ces centrales doit être pris en main MAINTENANT. D'ailleurs, la durée moyenne de construction des 59 réacteurs nucléaires mis en service dans le monde au cours des 10 dernières années était d'à peine 7 ans.

8. **FAKE NEWS:** « Les centrales nucléaires ne seront à nouveau envisagées que lorsque des types de réacteurs sûrs auront été développés ; cela prendra encore de nombreuses décennies. »

LES FAITS : Les types de réacteurs de la génération III+ déjà disponibles aujourd'hui sont bien plus sûrs que ceux de Beznau, Gösgen et Leibstadt. Si l'interdiction légale de l'énergie nucléaire était supprimée et si des conditions politiques favorables étaient créées, il serait possible de trouver des investisseurs, car l'électricité produite par de nouvelles centrales nucléaires est bien moins chère que l'électricité solaire et éolienne.

**Détruire
la sécurité
énergétique ?**

Plus d'informations :
crise-energie-non.ch

Le 18 juin :
LOI SUR LE GASPILLAGE DE L'ÉLECTRICITÉ

NON

LOI SUR LE CLIMAT LCI

Les locataires suisses dehors, les profiteurs de l'asile dedans

Ce que la Suisse a vécu en 2022 en matière d'immigration et de demandes d'asile bat tous les records et, dans une fuite en avant dévastatrice, se poursuit cette année. Il faut y mettre un terme net et précis avant que toutes les frontières ne soient tombées.



par Yves Nidegger
Conseiller national
Genève (GE)

La Suisse fait face à une véritable invasion ! Plus de 188'000 personnes, donc presque l'équivalent de la ville de Genève, dont 88'699 immigrés « économiques », sont arrivées en Suisse sans que personne ne les arrête. En plus des 74'959 Ukrainiens, 24'511 autres « réfugiés » sont entrés et sont restés en Suisse dans le cadre de l'asile.

Il s'agit pour la plupart de personnes qui ne sont pas menacées dans leur vie ou leur intégrité physique, mais qui sont venues chez nous en tant que simples réfugiés économiques via plusieurs pays tiers sûrs. Ils choisissent donc leur pays de destination « à la carte », en fonction de la meilleure prise en charge sociale possible.

Les autorités alimentent la haine contre les immigrés

Rien que pour les nouveaux immigrés en 2022, il faudra trouver plus de 80'000 logements. Or, en 2021, 48'000 logements « seulement » ont été construits en Suisse. Cela représente 7,4% de moins qu'en 2020 – et la tendance est à la baisse en raison de la rareté et donc du coût élevé des terrains à bâtir.

Les autorités politiques semblent totalement dépassées. Et pour cause : au lieu de dénoncer la politique de la nouvelle conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider et d'y mettre un terme, on se rend

complice de cette politique et on invoque le droit d'urgence pour réquisitionner des bâtiments. Cela a pour conséquence que les locataires suisses sont sommés de partir et doivent déménager de force pour que les profiteurs de l'asile puissent s'installer dans leur logement ! Outre le fait que les personnes expulsées de leur logement doivent elles aussi avoir un toit, on attise en fait une véritable haine envers les immigrés. Cela conduira tôt ou tard à des tensions sociales massives avec les conséquences que cela implique.

Nos enfants sont les laissés-pour-compte

En plus de l'Ukraine, l'Afghanistan, la Turquie et l'Érythrée sont les pays

dont les ressortissants sont les plus représentés dans nos structures d'asile. Il est donc facile de prédire que notre système social et nos écoles vont bientôt s'effondrer, car la capacité de ces ressortissants à s'intégrer le monde du travail est quasi nulle. Ce sont nos enfants qui en pâtiront – ils sont les laissés-pour-compte d'un jeu malsain et ils sont privés de toute chance de recevoir une éducation digne de ce nom !

La Suisse ne peut plus se permettre une immigration aussi démesurée, et ce pour une multitude de motifs. Top d'immigrés viennent en Suisse et ce sont les mauvaises personnes qui arrivent : nous devons stopper l'invasion maintenant !



Windisch, Seegräben, Zürich... Dans plusieurs communes de Suisse, des locataires suisses ont été expulsés de chez eux afin de pouvoir y loger des requérants d'asile !

Femmes : quand immigration rime avec agression

L'année 2022 a été une année migratoire record pour notre pays. 188'000 personnes ont immigré en Suisse, dont 100'000 sont arrivés par la voie de l'asile. L'augmentation de l'immigration signifie aussi l'augmentation des agressions, particulièrement contre les femmes. C'est en tout cas ce que révèlent les statistiques policières.



par Céline Amaudruz
Conseillère nationale,
vice-présidente UDC
Genève (GE)

Près de 200'000 immigrés sont arrivés en Suisse en 2022 (à titre de comparaison, la plus grande ville de Suisse romande, Genève, comptait 204'000 habitants en 2021), ce qui cause d'énormes problèmes sociaux et infrastructurels. Les hôpitaux, les écoles, les routes, les trains sont surchargés. Idem pour les services sociaux. En matière de logements, c'est également catastrophique.

Dans certains cantons, les locaux indigènes sont purement et simplement expulsés de leur logement par les autorités afin de laisser place aux réfugiés politiques.

Malheureusement, un autre secteur est totalement saturé par une immigration massive : celui de la chaîne pénale. Les immigrés sont surreprésentés dans les procédures pénales et dans le milieu carcéral, c'est un fait. En moyenne nationale, plus des deux tiers des prisonniers sont étrangers. A Genève, la prison de Champ-Dollon compte plus de 80% d'étrangers parmi sa population carcérale.

Trop d'immigrés importent une vision rétrograde des femmes

Si la proportion d'immigrés condamnés pénalement est généralement supérieure à la proportion d'étran-

gers pour toutes sortes d'infractions (vols, stupéfians, traites d'êtres humains), c'est particulièrement vrai pour tous les crimes sur l'intégrité sexuelle.

Disons-le d'emblée et clarifions les choses pour éviter les raccourcis : la très grande majorité des immigrés respectent l'intégrité des femmes et il faut écarter immédiatement tout réflexe discriminant à ce sujet.

Inversement, il faut aussi écarter immédiatement tout aveuglement hypocrite à ce sujet et faire face aux faits. Trop d'immigrés s'en prennent aux femmes et à leur

intégrité corporelle ou sexuelle. Trop de femmes sont victimes d'attouchements, de contraintes et même de viols commis par des immigrés.

Au lieu de voir la réalité telle qu'elle est, la gauche préfère parler de « masculinité toxique » n'hésitant pas à mettre tous les hommes dans le même panier. Elle justifie la surproportion d'immigrés en invoquant des trajectoires de vie douloureuses et des bles-

sures passées, relativisant au passage le crime commis contre la victime féminine et le traumatisme ainsi infligé.



Le nombre d'agressions contre des femmes est en augmentation en Suisse. C'est un phénomène particulièrement inquiétant qui trouve une partie de son explication dans une immigration subie et massive.

En réalité, la surproportion des immigrés parmi les auteurs d'agressions contre les femmes trouve son explication dans les mœurs culturelles que certains d'entre eux importent en Suisse.

Ils viennent de régions dans lesquelles les femmes sont inférieures aux hommes et où elles ne peuvent refuser les avances d'un homme. Cette image rétrograde des femmes n'a pas sa place en Suisse !

**GARDONS
L'ARGENT
EN SUISSE**

OUI à

**l'imposition minimale
OCDE pour les entre-
prises multinationales**

reforme-ocde-oui.ch

Gardons l'argent des contribuables en Suisse

Le 18 juin, nous voterons sur la mise en œuvre de l'imposition minimale de l'OCDE. Le but du projet est de garantir que les recettes fiscales des multinationales actives en Suisse restent en Suisse et ne soient pas offertes à l'étranger. « Gardons l'argent en Suisse », voilà pourquoi l'UDC soutient la réforme proposée.



par Michaël Buffat
Conseiller national
Vuarrens (VD)

La réforme de l'OCDE prévoit que les entreprises internationales (multinationales) dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 750 millions d'euros versent leur bénéfice désormais imposé à 15% au minimum. Si un pays impose à un taux inférieur à 15% pour l'imposition des multinationales, d'autres pays pourront légalement prélever la différence. La Suisse offrirait ainsi volontairement entre 1 et 2,5 milliards de francs de recettes fiscales à l'étranger. Une telle absurdité doit être évitée à tout prix.

La Suisse en profitera

Le Conseil fédéral, le Parlement et les cantons se sont mis d'accord entre eux et partagent l'avis que c'est la Suisse (et non l'étranger) qui doit profiter des recettes fiscales supplémentaires générées par l'imposition minimale des multinationales. Les trois quarts des recettes

supplémentaires reviennent aux cantons et un quart à la Confédération. Cela permet aux cantons d'investir dans des infrastructures et mesures aptes à renforcer l'attractivité de la Suisse. C'est particulièrement important en ces temps de renchérissement des prix et de menaces sur notre pouvoir d'achat. En effet, les entreprises créent des emplois, génèrent des recettes fiscales et contribuent ainsi à la prospérité de la population. C'est donc un système vertueux que nous proposons de soutenir.

Rien ne change pour les PME suisses

Pour la majorité des entreprises suisses - PME et entreprises actives au ni-

veau national - il n'y a aucun changement induit par cette réforme. Les bénéfices des PME continueront à être fiscalisés dans chaque canton aux taux actuellement en vigueur dans les cantons respectifs. Le niveau d'imposition de 15% est fixé par un impôt complémentaire qui ne sera appliqué que de manière ciblée sur les multinationales actives en Suisse. Cela concerne environ 2'000 multinationales étrangères présentes en Suisse et environ 200 multinationales d'origine suisses.

Du point de vue de l'économie, mais surtout du point de vue de la Suisse, la situation est claire : OUI à la mise en œuvre de l'imposition minimale de l'OCDE le 18 juin 2023.



En Suisse, plus de 2'000 entreprises multinationales étrangères et 200 multinationales suisses sont concernées par la réforme de l'OCDE, notamment celles qui se situent entre Genève et Lausanne sur la Côte vaudoise. L'imposition minimale permettra à la Suisse de garder entre 1 et 2.5 milliards de francs de recettes fiscales supplémentaires.

Trois ans d'état d'urgence, ça suffit : reprenons nos droits fondamentaux !

Il n'y a aucune raison de prolonger les mesures Covid discriminatoires et inutiles.



par Pirmin Schwander
Conseiller national
Lachen (SZ)

A l'exception de l'UDC, la grande majorité du Parlement souhaite que le Conseil fédéral puisse à tout moment, jusqu'à la mi-2024, ordonner à nouveau un certificat ou d'autres mesures discriminatoires qui divisent la société. Il est donc urgent que le peuple corrige cette décision dans les urnes le 18 juin.

Dès le début, on savait que de nombreuses mesures Covid avaient été ordonnées sans aucune preuve, qu'elles allaient beaucoup trop loin et qu'elles restaient en vigueur beaucoup trop longtemps.

L'introduction du certificat obligatoire a été le triste point d'orgue de cette politique Covid, qui n'a en aucun cas contribué à endiguer le virus mais a entraîné une grande souffrance émotionnelle et financière ainsi qu'une division de la société entre « bons » et « mauvais » élèves.

La pression exercée sur la population pour qu'elle se fasse vacciner, même contre son gré, était si massive qu'il existait de facto une obligation de vaccination.

Une atteinte aussi massive à la personnalité des citoyens ne doit plus jamais exister dans un pays libre comme la Suisse.

Mais cela n'est garanti que si le 18 juin, le peuple reprend ses droits et dit résolument NON à la discrimination et à l'exclusion, NON à la prolongation de la loi Covid-19.

DE LA SUISSE. POUR LA SUISSE. PUBLICITÉ ÉLECTORALE DE FLYERLINE.

- Production suisse 100% neutre pour le climat
- Délais de livraison rapides (également livraison express)
- Plusieurs adresses possibles par commande
- Frais de port gratuits à partir de CHF 100
- Services graphiques



Bâches / Bannières
Robustes et voyantes



Affiches en papier – dans tous les formats pour les panneaux d'affichage.



Affiches d'extérieur ECO
Respectueux de l'environnement et durable



Affiche légère tous temps®
Freeform – disponible dans toutes les formes souhaitées.



Découvrir maintenant sur flyerline.ch/publicite-electorale



Tous nos produits sont
Climatiquement neutres
ClimatePartner

imprimé en
suisse

flyerline.ch

Plus qu'une imprimerie en ligne

Un engagement total pour gagner les élections

Le train des élections est en marche mais le chemin est encore long jusqu'au 22 octobre. Nous ne réussirons que si chacun s'engage pleinement.



par Marcel Dettling
Conseiller national et
chef de campagne
Oberiberg (SZ)

Le chaos de l'asile et de la migration en Suisse se fait de plus en plus sentir. Le taux d'immigration record amène

sociaux, mais aussi des loyers chers. Nous en sommes même arrivés à ce que des Suisses soient mis à la rue pour que des demandeurs d'asile obtiennent leur logement. Des milliers de migrants économiques qui n'ont pas obtenu l'asile et qui devraient en fait quitter le pays immédiatement, restent malgré tout ici, pesant sur notre porte-monnaie et devenant bien souvent des criminels. 35% de

tous les Africains vivant en Suisse touchent l'aide sociale alors qu'ils auraient légalement le droit de travailler.

L'engagement de chaque UDC est nécessaire

Outre le débat sur la neutralité, l'immigration est le thème dominant et c'est pourquoi les élections dans les cantons étaient attendues avec impatience. Les élections cantonales 2023 présentent une image contrastée pour l'UDC mais en résumé, on peut dire que la tendance est bonne et que la situation s'améliore. Mais cela ne

Les élections dans les cantons de Zurich et de Bâle-Campagne ont ouvert l'année électorale 2023. Grâce à une campagne audacieuse, la tendance à la baisse a enfin pu être brisée dans ces deux cantons lors des élections parlementaires. A Zurich, l'UDC a légèrement progressé (+0,45%) et a gagné un siège. Les listes de « Aufrecht » nous ont coûté de nombreuses voix et ont contribué à ce que le bloc bourgeois ne puisse pas progresser davantage. Nos conseillers d'État Nathalie Rickli et Ernst Stocker ont obtenu d'excellents résultats. À Bâle-Campagne, nous avons légèrement progressé au parlement cantonal (+0,22%). L'UDC a néanmoins vécu un dimanche noir lors de l'élection du Conseil d'Etat, puisque notre seul siège au gouvernement a été perdu.

Bons résultats à Lucerne, à Genève et au Tessin

Les choses se sont poursuivies de manière plus réjouissante à Lucerne. Avec des listes pleines et une campagne électorale engagée, le succès était au rendez-vous le 2 avril et sur les 7 sièges perdus en 2019, 5 ont pu être récupérés. L'UDC a désormais une part électorale de 23.05 % (+ 3.42 %). Les résultats à Genève ont également été très réjouissants, où 4 sièges ont pu être gagnés. L'UDC Genève atteint désormais une part électorale de 10.7%. Au Tessin également, l'UDC a heureusement pu gagner 2 sièges et a une part électorale de 10.3%. Ici aussi, la variante tessinoise de « Aufrecht » a fait perdre des voix à l'UDC.

Le train des élections est en marche et de plus en plus vite, mais le chemin est encore long jusqu'au 22 octobre. Il faut maintenant que tous les UDC s'engagent plus que la moyenne, à tous les niveaux et le jour des élections sera ainsi celui du succès, pour un avenir sûr et libre.



Le train des élections est en marche mais le chemin est encore long jusqu'au 22 octobre. Il faut maintenant que tous les UDC s'engagent, à tous les niveaux.

notre pays au bord du gouffre. Que ce soit dans le domaine des transports, de la criminalité, de l'explosion des coûts

peut se faire jusqu'au bout qu'avec l'engagement de chacun. On n'a rien sans rien.

PARTICIPEZ MAINTENANT !

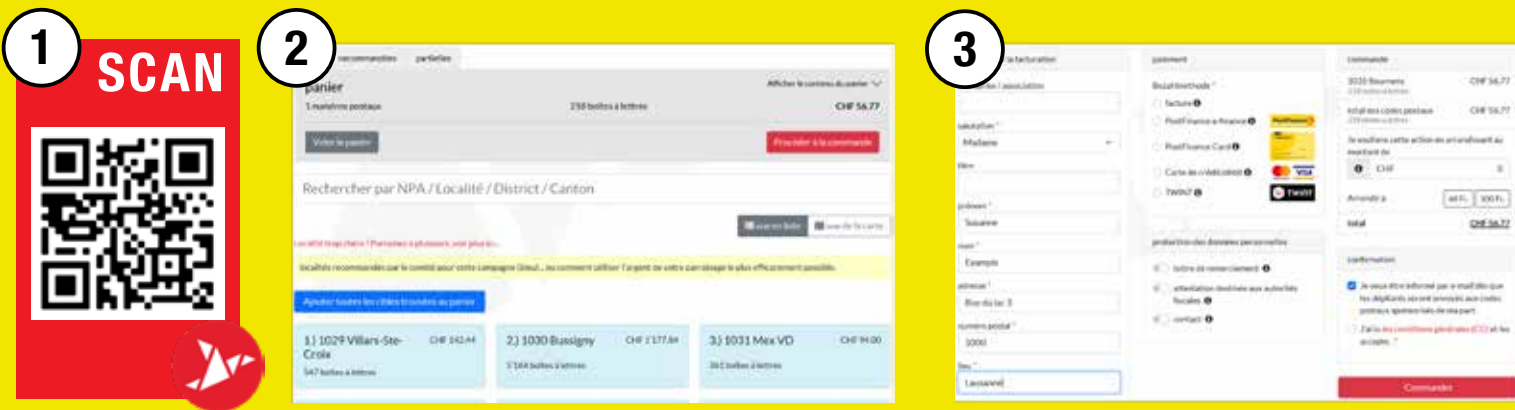
Le 18 juin :
LOI SUR LE GASPILLAGE DE L'ÉLECTRICITÉ

NON

LOI SUR LE CLIMAT LCI

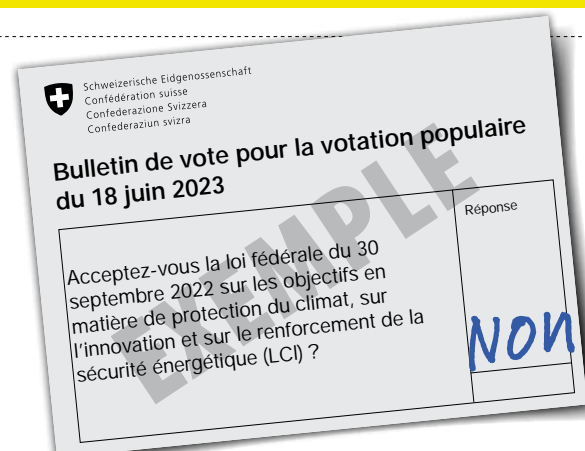
Commandez en quelques clics la distribution des prospectus de vote dans une ou plusieurs localités de votre choix.

Payez en ligne ou sous forme de facture papier les frais d'envoi (les frais d'impression sont pris en charge par le parti). Quelques jours plus tard, les flyers sont déjà dans toutes les boîtes aux lettres - même celles avec des « autocollants stop publicité ».



Je m'engage pour que nous puissions continuer à bénéficier d'un approvisionnement en électricité sûr et abordable en Suisse !

- ☐ Je souhaite être informé sur les activités en cours, les communiqués de presse et les activités de la campagne contre la loi sur le gaspillage de l'électricité
- ☐ Je commande _____ flyers pour des actions de rue ou pour les distribuer lors de manifestations ou dans les boîtes aux lettres.
- ☐ Je sponsorise la distribution par la poste du flyer de campagne directement sur la plateforme d'envoi en ligne <https://www.prospectus-partout.ch/crise-energie-non/sponsoriser> dans les communes que j'ai sélectionnées.
- ☐ Je suis prêt(e) à mettre à disposition mon terrain, ma grange, le mur de ma maison pour des placer des affiches de campagne. Merci de m'envoyer :
- _____ affiches en papier A2 (42,0 x 59,4 cm)
- _____ affiches papier F4 format mondial (89,5 x 128 cm)
- _____ affiches candélabre F4 format mondial (89,5 x 128 cm)
- _____ affiches candélabre B1 (70 x 100 cm)
- ☐ J'écris volontiers un courrier de lecteur. Veuillez prendre contact avec moi.
- ☐ Je soutiens la campagne contre le gaspillage de l'électricité par un don.
(les dons peuvent être déduits des impôts cantonaux et fédéraux dans une mesure limitée)
- ☐ Je verse _____ francs sur le compte :
IBAN: CH13 0023 5235 8557 0102 L
- ☐ Veuillez m'envoyer un bulletin de versement.



Adresse du domicile :

Nom / Prénom _____

Rue _____

NPA/Lieu/Canton _____

Téléphone _____

E-mail _____

Date/Signature _____

Découper, photographier ou scanner le talon et l'envoyer à :

Comité interpartis contre la loi sur le gaspillage de l'électricité
c/o UDC Suisse
Case postale
3001 Berne

Téléphone : 031 300 58 58, info@crise-energie-non.ch

www.crise-energie-non.ch

IMPRESSUM

FRANC-PARLER | FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Édition : 5'500 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Generalsekretariat, Postfach, 3001 Bern | Tél. : 031 300 58 58 | Fax : 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Crédits photos: UDC Suisse, Goal AG, Services du Parlement 3003 Berne, Club Energie Suisse, Christoph Keel